

Le chemin de la Paix



Deux événements sensationnels : la démission du général de Gaulle, la note russe à l'O. N. U. contre le maintien des troupes anglaises en Grèce et en Indonésie.

La crise Française

On s'y attendait. L'opinion des chancelleries est que le Général, devant des échéances redoutables, surtout financières, a préféré se retirer, comptant qu'après une période d'inconscience, on viendrait lui offrir les pleins pouvoirs que l'Assemblée Constituante lui refuse.

Il n'est cependant pas certain, pense-t-on, que les événements confirment ce calcul. Car la politique étrangère du Général n'a pas peu contribué à sa chute, cela dès fin 40.

La campagne de Syrie en 41, la brouille avec Churchill à la suite de l'article de la *Prensa* avaient indisposé les Anglais.

En 42, le drame Darlan, l'élimination de Giraud après le procès Pucheu, avaient irrité les Américains qui continuaient d'intriguer à Vichy, puis à Alger.

Moscou enfin regardait le Général avec suspicion, comme un dictateur en puissance, et travaillait de l'intérieur contre lui.

De là les échecs diplomatiques successifs. On s'était arrangé, à Londres comme à Washington, pour se passer de la France pour l'élaboration des plans d'avenir. Le problème allemand avait été envisagé dans cette éventualité.

Ces derniers temps cependant, en prévision, sans doute, de l'arrivée aux Affaires étrangères, d'une personnalité connue et sympathique aux trois Grands, on répétait que rien de durable ne pouvait être édifié sans la France ; à Londres, on a toujours manifesté des sentiments francophiles, préparant ainsi le terrain à une nouvelle politique qui, croit-on, finira par s'imposer.



La crise française serait tragique si elle était l'unique. Mais il en est partout de même : En Russie, la démission de Beria, le retour à Moscou de Vichinsky, font croire à une tension plus vive entre civils et militaires. La crise politique aux Etats-Unis s'aggrave chaque jour. En Argentine, au Brésil, en Afrique du Sud même où Smuts est en danger ; la question monarchique en Espagne, les troubles d'Italie, la dissolution de la Chambre belge, etc. Crise de convalescence, espérons-le.

A Londres

L'Assemblée des Nations Unies connaît déjà la crise qu'on comptait, à Washington, avoir évité en faisant aux Russes des concessions. Bevin, pour détourner l'orage, avait fait un discours pondéré, presque timide.

Mais Gromyko exposait sans ménagement la thèse russe : pas de révision de la Charte en faveur des petites Nations, maintien du droit de

veto, direction sans réplique des trois Grands.

Par malheur, le Gouvernement persan, avant sa chute, portait devant l'Assemblée l'affaire de l'Azerbadjian contre les agissements russes. Aussitôt les Russes ripostent par une note qui conteste avec énergie aux Anglais le droit de maintenir des troupes en Grèce et en Indonésie, portant l'affaire devant le Conseil.

Cette Assemblée des Nations Unies paraît, dans l'état de tension des relations entre les trois Grands, sans objet. Elle ne peut qu'être impuissante ou épouser leurs querelles.

D'ailleurs si les trois Grands s'accordaient et qu'on s'en remit au droit et à la justice, une Cour internationale, aidée, si besoin, d'une force armée, indépendante des Gouvernements, ferait beaucoup mieux l'affaire. Contrairement à ce que nous pensions après Moscou, il semble qu'après un délai plus ou moins long, les Russes se retireront avec leurs satellites et comme la S. D. N., l'O. N. U. aura, en fait, vécu ; à moins que...

Le débat de politique extérieure à la Constituante

Ce débat révèle une incompréhension déplorable de la situation internationale. On raisonne comme si l'on était encore en 22.

La guerre a passé, complètement bouleversé les problèmes : L'Allemagne, en tant que Nation indépendante, n'existe plus et n'existera pas avant une paix durable ou une troisième guerre mondiale. L'Allemagne n'est qu'un instrument, soit au service du bloc russe, soit du bloc anglo-saxon.

Ignore-t-on à la Chambre, les combinaisons politiques et militaires qui s'édifient à Berlin en ce moment ?

L'enjeu actuel est une révolution sociale en Europe au profit des Russes qui, si elle réussissait, ne laisserait pas aux peuples mineurs, France ou Allemagne, le droit de fixer leurs frontières.

L'armée allemande, si elle renaît demain, ne sera pas dirigée contre nous, mais amalgamée à d'autres forces qui la contrôleront et lui fourniront des armes ; elle jouera un rôle de mercenaires.

Si les Anglo-Saxons triomphent, ils ne laisseront pas l'Allemagne forger une nouvelle menace. Dans le cas contraire, toutes les précautions sont inutiles.

Nos esprits ne peuvent-ils suivre le cours des choses ? Serons-nous, en tous domaines, encore en retard d'une guerre ?

Ajoutons que le mérite, peut-être négatif, de la politique du Gouvernement de Gaulle, était de ne nous avoir pas liés par des accords qui auraient pu nous entraîner une troisième fois dans le conflit qui menace.

Si cette politique est possible, fasse qu'on s'y tienne !

CRITON.